Source: https://fr.express.live/2018/10/31/accord-de-paris-sur-le-climat-aucun-pays-de-lue-na-tenu-parole-pas-un?fbclid=IwAR1oMJ_dNYiKpYNJ9sktld2crPMEond-JX_xZwMKxUXavWq7o9Gd2mP5oGE

Téléchargement 02 11 2018

Accord de Paris sur le climat : aucun pays de l'UE n'a tenu parole, pas un

31 octobre 2018

Dominique Dewitte

editor express

Pas un seul État membre de l'UE ne figure parmi les 16 pays sur 197 qui, selon une étude réalisée par un centre de recherche américain et deux centres de recherche britanniques, ont pris les mesures politiques appropriées promises dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat.

La Norvège, le Monténégro et la Macédoine sont les seuls pays européens à avoir pris les mesures politiques appropriées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre correspondant aux promesses faites lors de la signature de l'accord de Paris sur le climat.

L'étude du think tank américain <u>World Ressources Institute</u> et de deux centres de recherche britanniques (le <u>Grantham Research Institute</u> et le <u>Center for Climate Change Economics and Policy</u>), qui font partie de la London School of Economics, en apporte la preuve.

À Paris, plus de 197 pays se sont portés volontaires pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre lors de la conférence COP21 en décembre 2015.

L'UE ne compte pas un seul bon élève

<u>Selon l'étude</u>, 16 d'entre eux sont de «bons élèves» de l'accord de Paris sur le climat, mais aucun d'entre eux n'appartient à l'Union européenne. Outre les trois pays européens susmentionnés, le Canada, le Costa Rica, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, le Pérou, l'Algérie, l'Éthiopie, Singapour, le Samoa, les Tonga, le Guatemala et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont également reçu une mention honorable.

La COP21, la conférence sur le climat organisée à Paris en grande pompe, a été clôturée il y a presque 3 ans. Dans la déclaration finale, il était stipulé que les signataires s'étaient engagés à limiter le réchauffement climatique à 2 degrés Celsius par rapport à 1880 d'ici à 2100.

"De belles paroles, des intentions, des accords boiteux"

"C'est un accord climatique historique dans lequel Hollande, Obama, Merkel et tant d'autres chefs d'État ont placé leur signature avec enthousiasme sur un document important. De la diplomatie du plus haut niveau, car il s'agit surtout de belles paroles, d'intentions, d'accords boiteux et qu'il n'est pas question de punition réelle pour ceux qui ne les respectent pas. C'est ce que souhaitent ces

politiciens : pouvoir se pavaner, se fixer des objectifs, contribuer à un projet qui enthousiasmera l'ensemble de leurs partisans et qui leur permettra de lever les yeux sur la scène internationale avec des personnes partageant les mêmes idées. De beaux reportages dans les journaux et à la télévision."

C'est ce <u>qu'a écrit l'ingénieur Rob Lemeire</u> à la suite de cette méga conférence. Tout se révèle correct. Car comme il ne s'agit que d'engagements volontaires, les réalisations ont été minimes.

Le rapport indique que 58 pays ont voté des lois et pris des mesures nationales pour réduire leurs émissions de CO2 d'ici 2030, mais seulement 16 pays ont pris des mesures correspondant à ce qu'ils avaient promis.

L'UE ... beaucoup de bruit pour rien?

S'agissant de l'Union européenne, qui, lors de la signature de l'accord en 2015, avait fixé des objectifs pour les 28 États membres, les auteurs du rapport soulignent que l'Union s'est désormais fixée un objectif général, sans préciser les ambitions de chaque État membre, tandis que 7 pays de l'UE n'ont aucun objectif national. <u>Ce qui, bien entendu, rend l'engagement de l'Union "vague"</u>.

Le rapport se termine tout de même sur une note positive. Car même si les ambitions ne sont pas à la hauteur des attentes, environ 1 500 lois et mesures ont été adoptées dans le monde en octobre 2018 dans le but de ralentir le changement climatique et de faire la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.